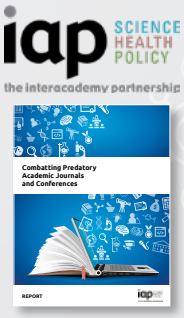
RECONNAÎTRE LES REVUES ET CONFÉRENCES SCIENTIFIQUES PRÉDATRICES

Le présent document fait partie de la Boîte à outils de l'UNESCO sur une science ouverte, qui a été conçue pour appuyer la mise en œuvre de la Recommandation de l'UNESCO sur une science ouverte. Il s'inspire et a été préparé en collaboration avec l'étude du Interacademy Partnership (IAP) sur les revues et conférences scientifiques prédatrices, accessible en ligne (www.interacademies.org/publication/predatory-practices-report-english), qui a fait l'objet d'un rapport de synthèse en anglais, arabe, chinois, français, portugais, russe et espagnol, également consultable en ligne (www.interacademies.org/project/predatorypublishing).



Si la Recommandation de l'UNESCO pour une science ouverte constitue une étape importante de la transition vers un système scientifique global plus transparent, plus inclusif et plus démocratique, elle met également en garde contre les conséquences négatives et indésirables de la science ouverte, parmi lesquelles le renforcement de « comportements prédateurs » établis ou en mutation. À mesure que la pratique de la science ouverte continue d'évoluer (au même titre que les modèles économiques plus larges du monde universitaire et de l'édition et que les systèmes d'évaluation de la recherche et de l'évaluation par les pairs), le secteur est de plus en plus menacé par une prédation commerciale désinhibée. Mue par la recherche du profit et l'intérêt personnel, celle-ci devient plus répandue. Elle risque de corrompre la recherche mondiale, entraînant de graves répercussions sur la qualité et l'intégrité de la recherche ; de gaspiller les fonds alloués à la recherche ; de torpiller les carrières des chercheurs ; et de compromettre la prise de décision fondée sur des données factuelles.

Quels sont les « comportements prédateurs » dans le monde universitaire ?

Les comportements prédateurs reposent sur des pratiques trompeuses ou mensongères visant à rapporter de l'argent. Ils sont principalement motivés par la recherche du profit plutôt que par le travail de recherche. Il s'agit notamment des revues et des conférences prédatrices ; de la falsification des données expérimentales ; de l'attribution de titres ou de qualifications dont la valeur est nulle ou exagérée, tels que des « thèses prédatrices », des faux certificats, des fausses récompenses et de faux prix ; ainsi que les serveurs de préimpression prédateurs. Tous ces comportements ne sont généralement soumis à aucun contrôle et prospèrent au sein des milieux universitaires du monde entier, qui sont de plus en plus touchés par la marchandisation.

Parmi ces phénomènes, les revues et les conférences prédatrices sont les plus documentées. Elles sollicitent les chercheurs pour leur soutirer des articles et des résumés au moyen de méthodes trompeuses ou mensongères, tirant parti de la pression subie par les universitaires, sommés de toujours publier davantage. Leurs pratiques comprennent des modèles « auteur-payeur » express, avec peu ou pas d'examen par les pairs, des faux comités de rédaction se prévalant trompeusement d'être composés de chercheurs respectés, des facteurs d'impact falsifiés, des titres de revue usurpés et des invitations agressives par pourriel.

Il n'est pas toujours simple de repérer les pratiques et les comportements prédateurs. On recense un large éventail de caractéristiques et de comportements en ce qui concerne les revues et les conférences, qui vont de la fraude pure et simple aux bonnes pratiques, en passant par les comportements de piètre qualité, douteux et contraires à l'éthique. Tous les organismes publiant des revues ou organisant des conférences, qu'il s'agisse de maisons d'édition réputées et établies ou de plates-formes récentes ou en libre accès, sont susceptibles d'avoir des pratiques prédatrices et contraires à l'éthique, et ce, dans n'importe quelle région du monde.

Un large éventail de comportements

MARQUEURS TYPE

FRAUDULEUX

- Délais rapides et services irréalistes
- Examen par les pairs inexistant ou insuffisant
- Plagiat de publications ou de conférences réputées
- Utilisation de noms de chercheurs sans leur permission
- Faux comités de rédaction ou faux comités consultatifs
- Programmes vides de sens
- Références falsifiées (par ex. facteur d'impact)

DE PIÈTRE QUALITÉ

- Violation des bonnes pratiques
- Examen par les pairs de piètre qualité
- Démarchage agressif ou non ciblé
- Comité de rédaction ou comité consultatif inactif
- Manque d'orientation ou d'organisation
- Invitations criblées de fautes
- Exagérations concernant le prestige de la revue ou de la conférence
- Services de piètre qualité ou inexistants

DE QUALITÉ

- Examen par les pairs rigoureux
- Comité de rédaction ou comité consultatif sérieux
- Système robuste et transparent garantissant l'intégrité de la recherche et du fonctionnement de la revue ou de la conférence (diligence raisonnable)
- Transparence en matière de rétractation ou de remboursement
- Transparence en matière de frais
- Adoption de mesures appropriées en cas de mise en cause

Les revues et les conférences prédatrices favorisent le développement de travaux de recherche médiocres et mettent en péril les recherches de qualité. Elles peuvent torpiller des carrières, saper la réputation des individus et des établissements et dénaturer la base de connaissances. En facturant des services qu'elles ne fournissent pas, ou en pratiquant des tarifs disproportionnés, elles trompent des chercheurs de tous niveaux, dans toutes les disciplines et toutes les régions du monde (à ce jour, une estimation basse évalue à 1,2 million chercheurs) et gaspillent des ressources précieuses. Les chercheurs en début de carrière des pays en développement seraient particulièrement vulnérables, ce qui exacerbe les préjugés à leur égard et accroît encore davantage l'écart en matière de publications scientifiques entre les chercheurs des pays à revenus élevés et ceux des pays à faibles revenus, deux phénomènes pourtant déjà inacceptables. Le nombre de revues prédatrices augmente à un rythme alarmant (de plusieurs centaines chaque mois). À l'heure où nous écrivons, en mai 2022, on comptait plus de 16 100 revues prédatrices, sur un total de revues estimé à environ 60 000.

Pourquoi existe-t-il des revues et des conférences prédatrices ?

Selon le *Interacademy Partnership*[1], les revues et conférences prédatrices sont symptomatiques de trois facteurs ou causes profondes :

1. La monétisation et la commercialisation des résultats de la recherche universitaire, ainsi qu'un système d'édition universitaire susceptible de placer les intérêts exclusifs et commerciaux avant l'intégrité de la recherche, et les conséquences indésirables des modèles de publication universitaire actuels, en particulier le modèle « auteur-payeur », où l'auteur paye pour publier ou présenter son travail en libre accès.

2. L'évaluation de la recherche, composée des outils de mesure qui permettent d'évaluer la recherche et de façonner les carrières, ainsi que des systèmes de classement des revues et des institutions. Les systèmes d'évaluation de la recherche du monde entier, qui reposent sur la culture du « publier ou périr » et privilégient la quantité plutôt que la qualité, soumettent les chercheurs et les institutions à une forte pression. Cette

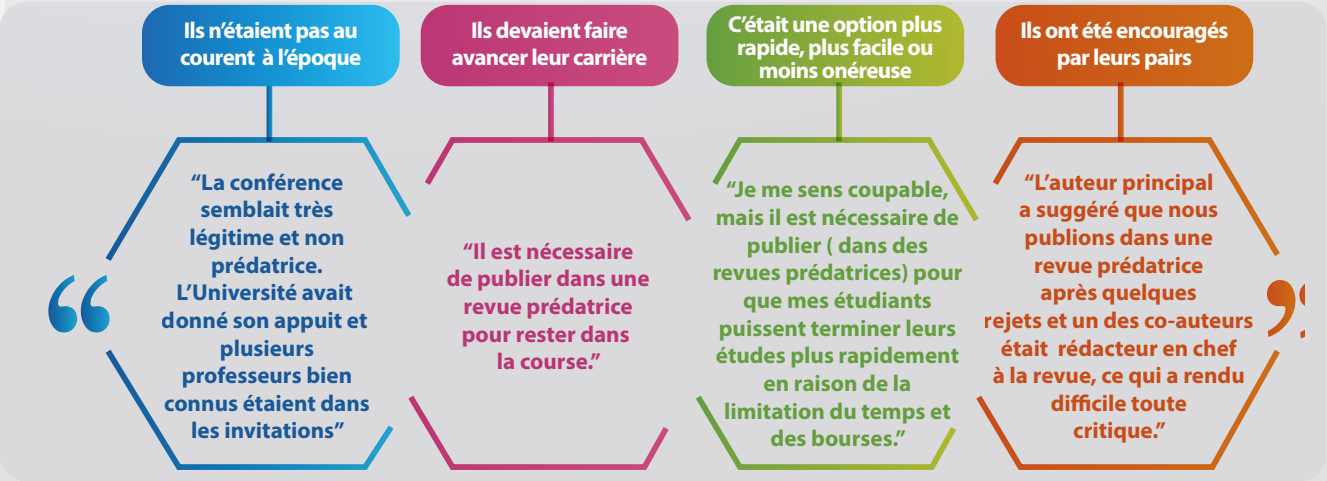
[1] Le Interacademy Partnership est un réseau mondial regroupant plus de 140 académies partenaires nationales, régionales et mondiales qui œuvrent ensemble à la recherche de solutions fondées sur des données factuelles pour répondre aux problèmes les plus complexes du monde. Le Partenariat utilise l'expertise des plus grands spécialistes dans le domaine de la science, de la médecine et de l'ingénierie pour défendre des politiques rigoureuses, améliorer la santé publique, promouvoir l'excellence dans l'enseignement scientifique et atteindre d'autres objectifs de développement essentiels.Les quatre réseaux régionaux du Interacademy Partnership – le Conseil consultatif scientifique des académies européennes, l'Association des académies et des sociétés scientifiques en Asie, le Réseau interaméricain des académies des sciences et le Réseau des académies africaines des sciences – sont chargés de la gestion et de la mise en œuvre de nombreux projets financés par le Partenariat et contribuent à la pertinence de son action dans le monde. Pour plus d'informations concernant le Interacademy Partnership, consultez le site www.interacademies.org, le compte Twitter @IAPartnership, ainsi que ses pages LinkedIn et YouTube.

situation est exploitée par des publications prédatrices et entraîne un cercle vicieux pour les chercheurs qui y ont sciemment recours.

3. Les faiblesses du système d'examen par les pairs, notamment son opacité (qu'il soit entièrement ouvert, anonymisé ou les deux à la fois), auquel s'ajoute le manque de formation, de moyens et de reconnaissance des relecteurs. Le manque de clarté et de transparence dans le processus d'examen par les pairs, conçu à l'origine pour éviter leur partialité en renforçant la confidentialité, permet aux pratiques prédatrices de passer inaperçues, sans que les responsables ne soient inquiétés. Le manque de reconnaissance professionnelle et de formation associée à l'examen par les pairs décourage les relecteurs potentiels et, la demande étant supérieure à l'offre, encourage le travail à la va-vite et le manque de rigueur. Dans un tel contexte, les services prédateurs paraissent d'autant plus intéressants.

Les chercheurs interrogés dans le cadre d'une enquête réalisée par le *Interacademy Partnership* qui ont déjà eu, sciemment ou non, recours à des publications prédatrices ont en grande partie expliqué ne pas avoir eu conscience de ce qu'ils faisaient, mais ils ont aussi fait valoir leur besoin de faire avancer leur carrière, la commodité de ces services de publication (qui peuvent pour certains d'entre eux s'avérer moins onéreux, plus rapides ou plus simples que les publications légitimes) et la pression des collègues.

Les raisons du recours aux services prédateurs (d'après une enquête réalisée par le Interacademy Partnership)



Comment lutter contre les revues et les conférences prédatrices ?

Les acteurs et les parties prenantes ont tous la responsabilité de promouvoir un débat ouvert, inclusif et international sur la transition vers des modèles universitaires plus durables et moins fondés sur l'appât du gain, y compris en imaginant d'autres solutions face aux modèles auteur-payeur (où l'auteur paye pour publier ou pour présenter son travail) afin de couvrir les coûts associés aux publications et conférences universitaires. Ces acteurs regroupent les chercheurs, les scientifiques et les universitaires, les dirigeants d'établissements d'enseignement supérieur et d'établissements de recherche, les éducateurs, les universités, les membres des sociétés professionnelles, les organisations d'étudiants et de jeunes chercheurs, les spécialistes de l'information, les bibliothécaires, les éditeurs, les responsables de publication, les bailleurs de fonds et les mécènes de la recherche, les décideurs, les sociétés savantes et les organisations intergouvernementales. Les institutions de gouvernance de la recherche – y compris les organisations intergouvernementales et les ministères nationaux de la science et de l'enseignement supérieur – ont la responsabilité de réformer le système d'évaluation de la recherche afin de le rendre plus équitable, plus efficace et plus adapté, en tirant parti de l'élan grandissant en faveur d'une « évaluation responsable de la recherche » lancé par des bailleurs de fonds de la recherche et des organisations universitaires.

Les États membres des Nations Unies peuvent en particulier, comme stipulé dans la Recommandation de l'UNESCO sur une science ouverte, jouer un rôle essentiel pour « faire appliquer des mesures de gouvernance efficaces et une législation appropriée afin de lutter contre les inégalités et de prévenir les comportements prédateurs connexes ». En 2021, Le Inter-American Institute for Global Change Research (IAI) – un institut américain qui s'emploie à faire évoluer la recherche à l'échelle mondiale – a adopté, à sa 29e réunion, une décision concernant sa direction et ses structures consultatives en matière de politiques scientifiques, qui vise à coopérer avec des académies scientifiques nationales et internationales, des maisons d'édition universitaires, des universités et d'autres partenaires concernés en vue de faire mieux connaître et d'empêcher le développement des publications frauduleuses et prédatrices sur le continent américain. Cette décision attire l'attention des gouvernements

des États membres sur les pratiques universitaires prédatrices et crée une plate-forme de coopération future.

Aux niveaux mondial et régional, d'autres organisations intergouvernementales peuvent, elles aussi, s'accorder sur un objectif et un mouvement communs et partagés, pour provoquer le changement ainsi que pour surveiller et contrôler ces pratiques prédatrices. Parmi les interventions possibles, on peut citer :

- la mise en place **d'actions visant à freiner la croissance des pratiques prédatrices, dans le cadre ou non de la Recommandation de l'UNESCO sur une science ouverte ;**
- la **conduite d'un débat sur l'intérêt de créer un organisme international de gouvernance et d'accréditation des publications universitaires**, avec le *Interacademy Partnership*, le Conseil international des sciences et d'autres organes engagés sur ces questions, s'inspirant des succès rencontrés aux niveaux national et régional ;
- et la conduite d'un **examen des systèmes et des critères actuels d'évaluation de la recherche**, avec le Conseil international des sciences, le Conseil latino-américain de sciences sociales (CLACSO) et d'autres organismes engagés sur ces questions, en s'appuyant sur les actions menées dans le cadre de nombreuses initiatives dans le domaine.

Parallèlement, aux niveaux national et sous-national, les États membres des Nations Unies peuvent charger leurs départements et agences pour la recherche et l'enseignement supérieur de :

- **sensibiliser** les parties prenantes intéressées aux revues et aux conférences prédatrices ;
- **passer en revue et réformer les indicateurs** pour l'évaluation de la recherche et des carrières des chercheurs, afin de prendre en compte la qualité plutôt que la quantité et le retentissement plutôt que les chiffres, en vue de favoriser le changement dans la culture de l'évaluation de la recherche ;
- **proposer des formations solides** sur la communication savante responsable, les dangers des revues et des conférences prédatrices pour les chercheurs et les ressources à leur disposition, qui pourraient servir de critère préalable à l'attribution d'un financement ;
- **stipuler, lors de la création de prix ou de bourses**, que les articles en lice doivent apparaître dans des revues de bonne réputation et ne citer que des publications de cette teneur, ainsi que rejeter les candidatures qui mentionnent des publications dans des revues prédatrices ou des participations à des conférences prédatrices ;
- **se familiariser avec l'initiative du Conseil mondial de la recherche sur l'évaluation de la recherche responsable** et s'inspirer des organismes nationaux de financement qui contribuent déjà au changement ;
- **concevoir, mettre en place et évaluer des politiques** visant à promouvoir une communication savante responsable concernant les travaux qu'ils financent, et s'assurer que les chercheurs les appliquent ;
- **promouvoir ou soutenir la recherche sur les revues et les conférences prédatrices,** afin de mieux les comprendre, d'améliorer la communication savante et d'éclairer l'élaboration de politiques et d'outils plus efficaces ;
- **encourager ou soutenir le développement de la recherche et de la formation en ce qui concerne l'examen par les pairs**, afin de promouvoir les normes en la matière et de comprendre la façon dont ce système fonctionne et pourrait évoluer.

Des ressources sont également disponibles pour orienter les auteurs. Ainsi, l'initiative « Think.Check.Submit » (Réfléchir. Vérifier. Déposer) vise à éduquer les chercheurs, à promouvoir l'intégrité et à renforcer la confiance dans une recherche et des publications crédibles (https://thinkchecksubmit.org/). Sur le même modèle, l'initiative « Think.Check.Attend » (Réfléchir. Vérifier. Assister) aide chercheurs et universitaires à évaluer la légitimité et les références universitaires des conférences (https://thinkcheckattend.org/).

Des informations supplémentaires, les rapports complets et les rapports de synthèse, ainsi que des documents plus généralistes de sensibilisation sont disponibles sur le site Web du Interacademy Partnership à l'adresse suivante : www.interacademies.org/project/predatorypublishing.

Infographie de synthèse sur les revues et les conférences prédatrices

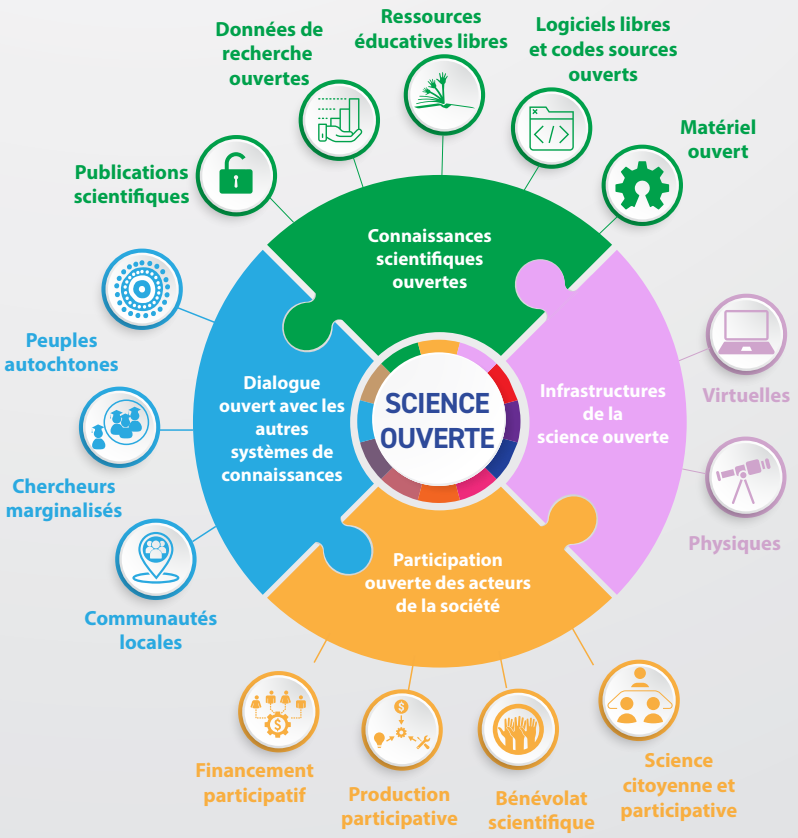
De QUOI s'agit-il ?	POURQUOI posent-elles problème ?	COMMENT pouvons-nous les combattre ?
De revues et conférences dont les pratiques sont trompeuses et qui dupent les chercheurs	Elles nuisent aux carrières et aux réputations et menacent l'intégrité de la recherche	En faisant preuve de diligence raisonnable
Qui appliquent des méthodes frauduleuses, médiocres et contraires à l'éthique	Chaque mois, des articles sont publiés et des rencontres sont organisées par centaines par des revues et des conférences prédatrices	En sensibilisant le public sur le sujet
Qui sont motivées par l'appât du gain plutôt que par le savoir, et que l'on retrouve dans toutes les régions du monde	Elles discréditent des millions de chercheurs et gaspillent des milliards de dollars	En faisant connaître la menace qu'elles représentent pour la science et la société
Qui sont encouragées par la monétisation, les systèmes en place d'évaluation de la recherche et l'opacité de l'examen par les pairs	Elles trompent des chercheurs novices aussi bien que des chercheurs établis	En coopérant pour y mettre fin

Références et remerciements

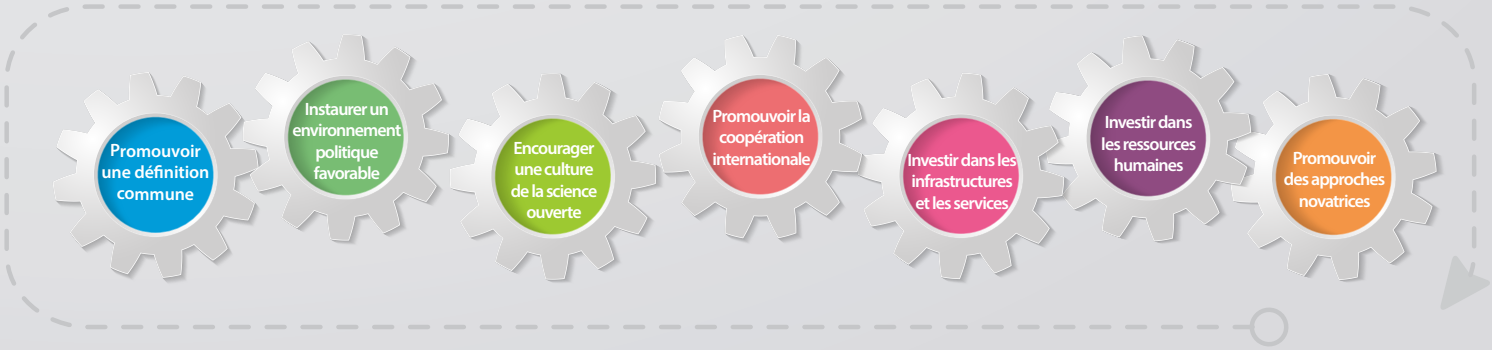
- Le présent document de synthèse est tiré d'une étude du Interacademy Partnership. Il a été conçu par les membres du Groupe de travail du Interacademy Partnership sur la lutte contre les revues et les conférences scientifiques prédatrices : Asfawossen Asrat, Ana María Cetto, Victorien Dougnon, Stefan Eriksson, Lai Meng Looi, Shaher Momani, Diane Negra, Rabab Ahmed Rashwan, Marcos Regis da Silva, Abdullah Shams Bin Tariq, Susan Veldsman et Tracey Elliott (Directrice de projet).
- Les trois figures dans ce document ont été conçues par le secrétariat du Interacademy Partnership, approuvées par le Groupe de travail et réalisées par Paula Susarte Dealbert (sous-traitante).

Recommandation de l'UNESCO sur une science ouverte en un coup d'œil

La **Recommandation sur une science ouverte** – premier instrument normatif international relatif à la science ouverte – a été adoptée en novembre 2021 par 193 pays lors de la Conférence générale de l'UNESCO, à sa 41e session. Elle énonce une définition de la science ouverte établie au niveau international ainsi qu'un ensemble commun de valeurs et de principes directeurs en la matière. Elle propose également un ensemble d'actions favorisant une mise en place juste et équitable de la science ouverte pour tous, aux niveaux individuel, institutionnel, national, régional et international.



SCIENCE OUVERTE



DOMAINES D'ACTION

Le présent document est tiré d'un document original dont le Interacademy Partnership détient les droits d'auteur et qui est publié sous licence Creative Commons Attribution 4.0 International. Les images issues de la Recommandation de l'UNESCO sur une science ouverte sont publiées sous la licence Attribution – Partage dans les mêmes conditions 3.0 Organisations internationales (CC-BY-SA 3.0 IGO). https://doi.org/10.54677/ZSVR6493.
Conception et mise en page : Claudia Tortello.

https://on.unesco.org/openscience
openscience@unesco.org

Section des politiques de la science, de la technologie et de l'innovation
Secteur des Sciences exactes et naturelles
UNESCO
7 place de Fontenoy, 75007 Paris

Conception graphique par Claudia Tortello
Imprimé par UNESCO en 2022
© UNESCO 2022